

droit et liberté

revue mensuelle
du mouvement contre le racisme
l'antisémitisme et pour la paix

mr
ap

5 F • n° 361 • septembre 1977

nazisme
à la une

l'apartheid
et la france



Diffusion de couture

Real

Créations Arlette Nastat

vager nastat

43, rue d'Aboukir, Paris-2°. Tél. : 508-88-60

■ courrier ■

sur les indiens

Permettez-moi de féliciter Robert Pac pour le dossier qu'il a constitué sur les Indiens d'Amérique.

Dans la bibliographie il faut citer le Thevenin et Coze, publié chez Payot, livre fondamental qui a compté plusieurs rééditions et resté inégalé.

Par ailleurs, dans droit et liberté, on aimerait voir citer les ouvrages écrits en français par des Indiens du Québec, en particulier Bernard Assiniwi, né à Montréal le 31/1/1935, qui a publié aux éditions Lémeac, de Montréal, (dépositaire : Librairie de l'École, 13, rue de Sèvres) :

- Anishnah Bé, contes adultes du pays algonquin;
- à l'indienne, essai sur la culture amérindienne;
- Sagana, contes fantastiques du pays algonquin.

Il écrit sur du papier rouge et signe « indienne à votre ».

Votre dossier est un peu trop exclusivement anglo-saxon. Bien amicalement à vous.

Robert CORNEVIN
Président de
l'Association des écrivains
de langue française

précision utile

Je viens d'écouter l'émission d'Anne Gaillard (France Inter 11 à 12 h) consacrée aux problèmes rencontrés par les consommateurs dans les restaurants.

A environ 11 h 50, il a été posé la question des refus de vente aux personnes dont la race déplait au patron de l'établissement. Un des présidents de Fédérations de restaurateurs a justifié (il justifiait beaucoup) les patrons d'établissements qui jugeraient qu'il y aurait trop de personnes d'une certaine « race » (blanche, par exemple ?) dans l'établissement et qui refuseraient d'autres clients de cette race.

Les autres interlocuteurs n'ont pas opposé de démenti ou de protestation à cette affirmation, tout en parlant des seuls critères recevables : tenue correcte, non ébriété.

Le Monsieur en question a alors dit que les gens de certaines races supportaient mal l'alcool (là, je veux bien lui accorder que certains Français sont en effet endurcis) et qu'en conséquence... Je pense que l'ironie et la contre-attaque des autres interlocuteurs est insuffisante, que cette émission est très écoutée, et qu'en conséquence il conviendrait de faire un rectificatif concernant le caractère erroné de ces affirmations : nul restaurateur ou limonadier ne peut refuser l'entrée de son établissement à quelqu'un en invoquant pour raison le trop grand nombre de personnes de la même race qui y sont installés.

Marie COUTON
69300 Caluire

Aimant beaucoup les albums du Père Castor, j'achetai « les yeux fermés » **Quipic-le-Hérisson** (éd. Flammarion) récit de Lida, dessins de Rojankosky.

Stupeur : pages 22 à 25, les Gitans sont présentés avec tous les lieux communs racistes qui leur sont malheureusement attachés. Même les enfants sont présentés comme sans cœur, cruels, avides de la chair du « si-gentil-hérisson - animal - utile ». Le cheval est « maigre », les voix « criardes » ils ont une « guimbarde », le jeune garçon se lève « paresseusement », et c'est ainsi jusqu'à la fin : **tous les mots sont péjoratifs.**

J'écris ce jour une lettre à Flammarion et je vous demande, de votre côté d'intervenir auprès de cet éditeur pour cesser ou modifier cette publication.

Si le cheval est maigre et l'enfant avide de hérisson, c'est parce qu'ils sont pauvres et mangent peu de viande. Par ce biais, l'histoire peut être transformée.

CARSENAT
78450 Chavenay

pessimiste mais...

L'article de M. Albert Lévy paru ces jours-ci dans « Le Monde » me détermine. Depuis longtemps déjà je souhaitais adhérer à votre Mouvement, mais le temps passe et...

Bien sûr, ma vie même témoigne de mes sentiments : mère juive, père catholique, fils issu d'un Sénégalais. En outre, une union de plusieurs années avec un Algérien; je viens d'ailleurs de publier un livre qui relate cette expérience. A l'exception des Asiatiques que je connais mal, je crois avoir vécu et je vis encore tous ces problèmes. Il ne me reste donc plus qu'à vous proposer mon soutien pour ce qu'il vaut.

Je vous l'offre d'ailleurs sans conviction, dans la mesure où, hélas, je suis fort pessimiste : je crains fort que nous ne puissions éviter de nouvelles horreurs sur une très grande échelle.

Mais enfin, « il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre »...

Josée PICART-MACQUERET
75019 Paris

j'adhère

Comme tous les démocrates, comme tous ceux épris de paix et de liberté, j'ai appris avec indignation les attaques de caractère fasciste dont les locaux et les adhérents du m.r.a.p., ont fait l'objet de la part du « Groupe Peiper ».

Comme beaucoup je considère que le gouvernement de notre pays se couvre de honte en laissant les crimes fascistes se perpétuer impunément, comme il se couvre

au sommaire

■ l'évènement ■

nazisme
à la une p.6

l'apartheid
et la france p.8

■ chronique ■

jurés
et la "question juive" p.12

■ sur le "vif" ■

l'enquête piétine p.13

■ action ■

la riposte p.20

et nos rubriques habituelles...

la couverture est de Jean-Yves Treiber

de honte en envoyant des armes au gouvernement d'apartheid d'Afrique du Sud. Sans oublier les conditions inadmissibles qui sont faites aux travailleurs immigrés, notamment les travailleurs d'origine maghrébine.

La résurgence du fascisme et de l'antisémitisme en France n'est pas comme certains voudraient le faire croire du domaine de l'utopie; des faits, hélas ! démontrent que cela est bien une réalité. La xénophobie est téléguisée par le gouvernement qui, incapable de remédier au chômage qui sévit en France, voudrait en faire supporter la responsabilité aux travailleurs étrangers. C'est pour toutes ces raisons, que je vous donne mon adhésion au m.r.a.p., et je souscris également un abonnement de soutien à votre journal droit et liberté.

Alain MOREAU
94800 Villejuif

une telle dose...

Vous trouverez ci-joint un original des « Actualités Sociales Hebdomadaires » en provenance de l'A.N.P.E. L'annonce n° 77-2853 : « Service Social recommande Africaine évoluée ayant diplôme international jardinière - "enfants", m'a amené à penser que les autres Africains devaient être considérés comme des singes par ce Service Social.

J'ai donc téléphoné au 359.49.40 en →

2 nouveaux livres aux éditions droit et liberté



j'ai survécu

récit de Charles LOPATA

Dans le Paris populaire du début du siècle, un enfant juif et sa famille, nouvellement venue de la Russie des Tsars. Puis les tourments, les drames de deux guerres et de l'occupation.

« **J'ai survécu** » : ce verbe, ce passé, résumant tout.

L'auteur ajoute, tout à la fin : « *Une page est tournée* ». La vie est redevenue quotidienne. Les cicatrices du passé restent indélébiles. Il est des angoisses, il est de folles peurs qui ne seront jamais exorcisées. Peut-être ne faut-il pas qu'elles le soient, car « *le ventre de la Bête est toujours fécond* ». Nous sommes un certain nombre à le savoir.

Pour d'autres, la vie reprend comme si rien ne s'était passé. Mais pour Charles Lopata, vivre, c'est **autre chose**.

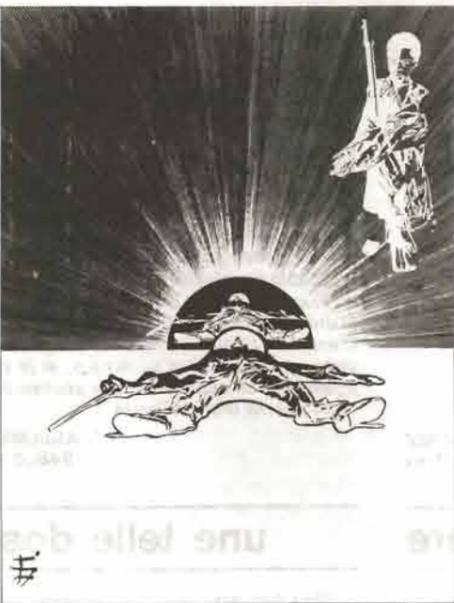
C'est vivre **pour témoigner**.

Car c'est pour témoigner, qu'il a **survécu**.

(Extrait de la préface de l'Abbé Jean Pihan, vice-président du m.r.a.p.)

Ce livre, qui sortira fin septembre, peut d'ores et déjà être commandé.

L'exemplaire : 32 francs (+ 3 F d'expédition).



soleils fusillés

poèmes de Paul DAKEYO

Le 4ème recueil du poète camerounais, hommage déchirant et combatif aux insurgés de Soweto.

En ouverture, un message d'Olivier Tambo, président du mouvement de libération de l'Afrique du Sud, l'A.N.C. Des artistes de tous les continents ont tenu à illustrer cet ouvrage.

L'exemplaire : 25 F (+ 3 F d'expédition).

Actuellement en souscription : 22 F (franco de port).

Et bientôt, un ouvrage de Pierre Paraf : **La France de l'Affaire Dreyfus**, éditions droit et liberté, 120, rue Saint-Denis - 75002 Paris C.C.P. 9239 81 Paris.

disant que j'étais très intéressé par cette annonce, mais que j'étais un peu inquiet par les mots « Africaine évoluée », et que pour un emploi de jardinière d'enfants, j'avais besoin de savoir si cette dame était encore anthropophage.

Pas étonnée, la femme qui m'a répondu m'a dit que « non, elle n'est pas anthropophage, mais très intelligente, dynamique, pleine de capacités et d'initiative ». Bref cette femme a une telle dose de racisme qu'elle ne s'est pas rendue compte que je la faisais marcher...

Jacques BOISSEAU
75010 Paris

arrestations « privilégiées »

Je trouve scandaleuses les déclarations de M. Jannin, préfet de l'Isère, vis-à-vis des jeunes Allemands venus manifester leur opposition à Superphénix, à Malville. Comment qualifier autrement que par xénophobes, racistes, et d'incitation à la haine, ses propos tendant à ameuter la population contre eux, créant ainsi un climat favorable à la répression meurtrière du dimanche, suivie, le soir, de ratonnades à Morestel, amenant l'arrestation « privilégiée » de jeunes étrangers. Est-ce un hasard ? Ne pensez-vous pas qu'il fallait prouver a posteriori à l'opinion publique que vraiment il y avait par trop d'étrangers parmi nous ?

Le manque de sang-froid de ce préfet xénophobe a causé mort d'homme et blessures graves à des dizaines de jeunes.

Mme Bella BELBECH
75004 Paris

droit
et
liberté
mensuel

120, rue saint-denis, 75002 paris
téléphone 233.09.57 - c.c.p. 9239-81 paris

directeur de la publication

albert lévy

rédaction

jean-louis sagot-duvauroux

maquette

lucky thiphaine

publicité

au siège du journal

ABONNEMENTS

• UN AN 50 FRANCS • SOUTIEN 100 FRANCS
- ANTILLES REUNION MAGHREB AFRIQUE FRANCOPHONE
- LAOS CAMBODGE NOUVELLE CALEDONIE 55 FRANCS
AUTRES PAYS 75 F CHANGEMENT D'ADRESSE 2 F

droit et liberté n° 361 septembre 1977

éditorial

ambiguités

Un attentat nazi par jour, trente trois ans après la Libération ! Qui l'aurait cru possible, ce jour d'août 1944 où le général Leclerc entra dans Paris à la tête de la deuxième Division Blindée, où le peuple de Paris insurgé fêta sa victoire sur la « bête immonde ». Par milliers sont tombés ceux qui avaient pris le chemin de l'ombre, et c'était aussi celui de l'honneur parce que la liberté s'y était réfugiée. Parmi eux, ceux du Mouvement National Contre le Racisme, le M.N.C.R., d'où le m.r.a.p. devait naître quelques années plus tard.

Pourchassés à chaque instant parce qu'ils combattaient l'antisémitisme des nazis, les militants antiracistes de la guerre de 39 savaient que leur combat était aussi celui de l'avenir. Ceux qui échappèrent au génocide ne baissèrent pas les bras. Il ne fallait pas, il ne fallait plus que l'humanité se laisse à nouveau contaminer par les germes monstrueux qui l'avaient amené au désastre et dont elle sortait effroyablement meurtrie. En créant le m.r.a.p., les fondateurs du Mouvement savaient pourtant que de nouvelles tentatives pouvaient réapparaître, de faire revivre l'ordre de la haine à l'ombre de l'odieux racisme.

Et voilà qu'après la période de l'occupation, après celle de la guerre d'Algérie où les terroristes de l'O.A.S. voulurent également faire régner par la terreur et contre la volonté nationale leur ordre révolu, les mêmes et leurs disciples reprennent du service, contre les mêmes et ceux qui, à leur suite, poursuivent leur action pour un monde fraternel et viable.

Ainsi se trouve à nouveau posée la question : comment empêcher les nouveaux nazis de poursuivre leurs menées racistes contre les travailleurs immigrés, contre les juifs, leurs associations, leurs lieux de cultes, contre les organisations démocratiques et antiracistes, et leurs militants ?

En Allemagne Fédérale où le criminel de guerre nazi Kappler évadé d'Italie est accueilli avec d'indécentes manifestations de joie, où films, publications, opéra-rock se succèdent, tendant à fausser l'histoire du génocide nazi, où 140 réunions d'anciens SS ont eu lieu depuis le début de l'année, l'ex-chancelier Willy Brandt s'en est publiquement inquiété. En France, au contraire, le Président de la République demande la libération de l'adjoint de Hitler, Rudolf Hess; et lorsque le maire de Paris demande que soit accélérée l'enquête sur le « groupe Peiper », c'est seulement plus d'un an après le début des attentats, lorsque ces attardés du nazisme s'attaquent à la statue du Maréchal Leclerc. Les attentats commis contre des militants ou des organisations antiracistes ne font-ils pas peser la même menace contre la liberté de tous ?

Mêmes ambiguités sur tous les sujets ayant trait au racisme (est-ce fortuit ?). M. Stoléru déclare s'opposer à toute forme de racisme, mais dans la même interview, il contribue à alimenter les attitudes hostiles envers les immigrés, rendus responsables du chômage, en affirmant qu'ils « pourraient se porter volontaires pour bénéficier de l'aide au retour et permettre ainsi de réduire le nombre des licenciements. »

Dans un autre domaine, le ministre des Affaires Etrangères, M. Louis de Guiringaud, affirme que la France a cessé toute collaboration militaire avec l'Afrique du Sud raciste et que la collaboration nucléaire ne peut en aucun cas renforcer le potentiel agressif de ce pays. Mais le *Star* de Johannesburg écrit pour commenter ses propos : « Les Français ont toujours été de subtils diplomates. Seuls ceux qui sont intimement concernés par l'industrie française d'armement, ceux qui savent réellement avec qui la France fait des affaires peuvent juger à quel point leurs déclarations sont cyniques. »

Ces ambiguités ne correspondent pas à l'idée que nous nous faisons de la France. A l'heure de la réhabilitation de Hitler et de la multiplication des agressions racistes, les hommes et les peuples ont besoin, plus que jamais, de solidarité réelle. Il faut, sous l'impulsion de tous les antiracistes, de tous les républicains, de tous les patriotes, une orientation honnête, courageuse, généreuse d'amitié entre les peuples... et tordre le cou aux résurgences du nazisme.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

nazisme à la une

Un phénomène qu'on croyait avoir exterminé il y a trente-trois ans fait soudain sa réapparition à grand fracas : le nazisme. Hitler sur la couverture de deux hebdomadaires à grand tirage ! L'évasion d'un criminel de guerre nazi, le SS Kappler, en première page de tous les quotidiens ! De longs développements sur un communiqué de Willy Brandt, chef du parti social-démocrate de R.F.A., s'inquiétant de la recrudescence des activités nazies dans son pays, sur un film dont l'affiche, « Hitler, une carrière » avec la photo du führer sur fond noir rappelle un temps maudit dont certains osent encore se faire les défenseurs !

Les activités criminelles du « groupe Peiper » ont aussi des effets inattendus : le 17 juillet 1977, le quotidien *France-Soir* écrit sur 7 colonnes à la une : « La bombe des « vengeurs de Peiper » devait tuer. Pour la neuvième fois, c'est un mouvement contre le racisme, le m.r.a.p. qui était visé. »

Le fait est assez rare pour mériter d'être analysé, d'autant plus que l'ensemble de la presse a, cette fois-ci, informé beaucoup plus largement sur des événements qui deviennent préoccupants, pour l'avenir de la démocratie et de la paix sociale en France.

Le 14 juillet au matin, une bombe éclate au siège du m.r.a.p.; le forfait est signé par le « groupe Joachim-Peiper » qui inscrit dans l'escalier « Peiper, un an », faisant allusion à l'incendie de la villa du criminel de guerre nazi, incendie dans lequel le colonel SS avait disparu sans qu'on sache s'il s'agissait d'un scénario morbide pour échapper à la Justice ou d'un attentat. Prétexte, en tout cas, était ainsi donné à toute une série d'agressions contre des organisations démocratiques, agressions rapidement polarisées contre le m.r.a.p.

Le lendemain, 15 juillet, un nouvel engin explose au cabinet de M^e Rappaport, membre du Bureau National du m.r.a.p., et de deux de ses confrères, une charge reliée à un obus de 90 qui heureusement n'éclate pas.

Les faits, malheureusement, sont presque banals. Il s'agit en effet des huitième

et neuvième agressions de ce type contre le Mouvement. Ce qui est moins banal, c'est la façon relativement fournie dont, cette fois du moins, la presse a rendu compte de l'évènement. Et le fait mérite qu'on s'y arrête.

le racisme va-t-il "se vendre" ?

Pendant longtemps, le racisme est apparu à bon nombre de Français comme un phénomène périphérique qui ne les concernait pas directement. Il n'apparaissait que dans des situations très particulières, bien circonscrites, suscitant le plus souvent une réprobation de principe chez la plupart des gens.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même. La plus grande partie de la population française est directement frappée par la crise : crainte de perdre son emploi ou désir d'en trouver, insécurité dans les rues, amenuisement du pouvoir d'achat dû à l'inflation etc. Or, depuis des mois, on serine à l'oreille de chacun des « solutions » racistes à ces problèmes. Dès lors, on remarque, à côté de soi, l'étranger comme un concurrent voire comme un éventuel agresseur. L'inquiétude « instinctive » que provoque la différence se transforme vite en irritation. On commence à donner des justifications à ce que l'on n'ose encore appeler tout simplement « racisme ». Lorsqu'un ministre prétend que, si les organisations antiracistes sont victimes d'agressions fascistes, c'est qu'elles l'on cherché, on trouve quelque raison à l'argument. Le racisme a fait son entrée dans la vie de tous les jours.

D'un autre côté, les organisations populaires et démocratiques, les éducateurs, les hommes de culture se trouvent confrontés au problème dans l'exercice de leur activité. Les syndicats doivent répondre à la propagande visant à rendre les immigrés responsables du chômage, ils doivent organiser l'action commune entre travailleurs de toutes nationalités; les enseignants doivent assurer une bonne atmosphère dans des classes où le racisme ambiant rend parfois difficile le cotoiement des élèves français et étrangers; de plus en plus nombreux sont ceux qui ressentent la nécessité de se défendre ou de défendre la société contre les atteintes à la dignité humaine provoquées par le racisme, et qui font pour cela, appel à des organismes spécialisés comme le m.r.a.p.

Tout ceci a évidemment amené la presse à manifester un regain d'attention pour ces sujets : une grande enquête sur le racisme dans *Le Matin de Paris*, de nombreux articles dans le quotidien du P.C.F., *L'Humanité*, sur la situation des travailleurs immigrés, articles également dans la presse chrétienne *La Vie*, *La Croix*, des informations régulières sur des faits racistes significatifs dans *Le Monde* ou la presse d'extrême-gauche comme *Libération*, *Rouge*, etc.

D'autre part, toutes les questions liées à la situation en Afrique australe ont souvent fait la une des journaux. La presse d'extrême-droite s'en est emparée pour en faire une croisade de « l'Occident chrétien », mais de nombreux articles de toute tendance sont parus à ce sujet dans presque tous les quotidiens. Les revues spécialisées sur les problèmes internationaux et les problèmes du Tiers-Monde y reviennent désormais constamment, d'autant plus que M. Giscard d'Estaing semble vouloir faire de sa politique africaine un des grands desseins de son mandat.

le m.r.a.p. dans l'actualité

Pourtant, si depuis un certain temps on constatait un intérêt plus grand pour les problèmes liés au racisme, bien peu évoquaient la lutte menée contre ce mal par les organisations dont c'est le but, et en tout premier lieu le m.r.a.p. Sans parler de l'action quotidienne du Mouvement, qui n'est évidemment pas un « sujet » d'information pour la grande presse, on pouvait s'étonner de la difficulté à informer sur des sujets où pourtant, la parole était largement donnée à des officiels dont les analyses approximatives relevaient bien souvent, comme le m.r.a.p. et *droit et liberté* l'ont prouvé à plusieurs reprises, de la manipulation.

Ainsi, à quelques exceptions près personne n'informait sur la mise en cause précise faite par le m.r.a.p. des statistiques du ministère de l'Intérieur présentant les immigrés comme les principaux responsables de la criminalité. Ces statistiques faussées avaient pourtant eu un écho considérable dans la presse. De même, les sept attentats précédents contre le m.r.a.p. et certains de ses dirigeants n'avaient attiré l'attention que d'une manière relativement désinvolte, eu égard au danger qu'ils représentaient pour la vie des personnes et pour l'exercice de la démocratie en France.

Or, cette fois-ci, près de cent articles parus dans la presse parisienne et celle de province ont assez largement informé sur le danger que l'impunité de tels groupes fait courir à la société toute entière. Bien sûr, il ne faut pas négliger certains facteurs conjoncturels comme le

fait que les attentats se soient déroulés à une période où l'information est moins fournie. Il faut noter également que la référence « sensationnelle » à la disparition de Peiper, dont c'était l'anniversaire, a sans doute poussé certains journaux dont c'est le style, à « tirer » davantage l'affaire. N'oublions pas également que l'attentat du 15, commis contre des avocats, venait après une suite d'agressions du même type, ténébreuse théorie propre à exciter la plume des vendeurs d'émotions fortes.

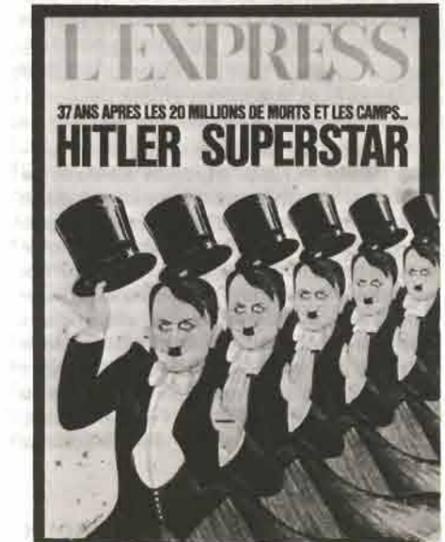
Tout ces éléments peuvent replacer dans son véritable contexte l'abondance inopinée des informations; ils ne doivent pas en minimiser la portée, car il s'agit bien là, paradoxalement, d'une victoire de la cause antiraciste et du combat contre la violence fasciste. Il est certain que mettre en pleine lumière l'impunité incroyable dont jouit un groupe assez misérable d'assassins racistes ne peut être que profitable à la lutte que nous menons. Il est apparu à beaucoup que le danger que nous dénonçons depuis si longtemps était bien réel, que bien peu était fait pour le conjurer.

On peut distinguer trois types d'approche de l'évènement. Certains journaux titrent de préférence sur l'aspect sensationnel des attentats. *France-Soir*, qui avait déjà accordé une grande place à « l'affaire Peiper », dans un sens plus discuté, titre : « La bombe des « vengeurs de Peiper » devait tuer ». *L'Aurore* insiste sur la série noire qui a touché les avocats (et qui d'ailleurs ne semble pas avoir de rapport avec les attentats qui nous occupent) : « Explosifs tous azimuts. Maniaque anti-avocat ». (Le sigle m.r.a.p. apparaît comme premier sous-titre) ou encore : « Les vengeurs de Peiper ont frappé deux fois ».

La plupart des quotidiens retiennent l'impressionnante succession des attentats contre le Mouvement : « Les locaux du m.r.a.p. ravagés pour la 8ème fois », « Encore un attentat contre le m.r.a.p. », « Toujours Peiper », « Encore une bombe raciste contre un cabinet d'avocats », etc. Notons que dans ce cas, sans que les responsabilités soient clairement dénoncées, le simple fait de souligner l'accumulation des attentats suggère, comme c'est d'ailleurs généralement dit dans le texte, que le m.r.a.p. ne fait pas l'objet d'une protection très efficace.

Enfin, un certain nombre de titres insistent sur les aspects plus directement politiques de l'évènement : « Carences suspectes. Les attentats se multiplient, les auteurs courent toujours, huitième explosion hier contre le m.r.a.p. » (*L'Humanité*), « Les anciens nazis se manifestent » (*La Marseillaise du Berry*), « Attentat contre le m.r.a.p. La responsabilité des pouvoirs publics est lourde » (*Presse-Océan*, *L'Eclair*), « Le cabinet de trois avocats parisiens plastiqué par des pro-nazis » (*L'Alsace*), « 24 attentats fascistes depuis l'assassinat de Pierre Maitre. Après l'attentat contre le local du m.r.a.p. à Paris, bombes dans un cabinet d'avocats » (*Rouge*). Dans les cas cités ici, l'accent est mis soit sur le caractère fasciste des agressions, soit sur l'impunité des agresseurs et les responsabilités des pouvoirs publics.

Pour les problèmes de fond, on s'adresse aux intéressés. Ainsi *Le Monde* fait-il paraître une tribune libre d'Albert Lévy, secrétaire général du m.r.a.p., qui donne par ailleurs une interview à *France-Inter* et à *Antenne II*.



On relève enfin dans quelques cas, l'amalgame malheureux, sinon malveillant entre les attentats contre le m.r.a.p. et celui commis contre le local de la compagnie d'aviation sud-africaine, « South-African Airways ». Plus troublant et fort regrettable : *Le Nouvel Observateur* qui ne souffle mot des attentats dont est victime le Mouvement choisit cette période pour l'attaquer de façon tout à fait injustifiée, en prétendant que le m.r.a.p. aurait pour but de supprimer le racisme par la répression et l'intolérance. Profitons-en pour rappeler que la loi a pour but de permettre à la société et à des personnes de se protéger contre le racisme, et non pas de changer les mentalités, ce qui est un autre aspect de la lutte. Faut-il regretter que les antiracistes et les victimes de discriminations ne soient plus, aujourd'hui, disposés à se laisser insulter ou maltraiter sans réagir ?

Les attentats contre le m.r.a.p., qui avaient mis le néo-nazisme à la une des journaux, au début de l'été, ne sont pas des faits isolés. L'actualité du mois d'août l'a abondamment prouvé. Affaire Kappler, ce SS évadé d'Italie, parution, en R.F.A., d'un film scandaleusement indulgent sur le chef du troisième Reich sous le titre « Hitler une carrière », attentats du groupe Peiper contre la statue du maréchal Leclerc, attentats nazis contre les locaux de partis de gauche à Chalons-sur-Saône ou contre le consulat d'Italie, à Paris, déclaration de Willy Brandt, chef du parti social-démocrate de R.F.A., s'inquiétant des activités nazies dans son pays, tous ces faits ont trouvé un large écho dans la presse parlée et écrite. Bien entendu, tout n'est pas à mettre sur le même plan et si Paris-Match et L'Express ont tous les deux fait de Hitler leur couverture, le contenu était fort différent. On ne peut évidemment pas se féliciter de l'article qui, dans Paris-Match, résume le personnage de Hitler à la révolte qu'il aurait ressentie contre un père trop sévère et une « touchante » piété filiale à l'égard de sa mère. Une chose, néanmoins est sûre, la recrudescence des activités fascistes ne laisse plus la presse indifférente.

Victoire de la lutte antiraciste menée par le m.r.a.p. et, bien au-delà de lui, par de très nombreuses forces démocratiques et antifascistes, signe de l'écho chaque jour plus grand que rencontre l'idéal de l'amitié entre les peuples, l'intérêt nouveau de la presse pour ces questions ne doit cependant pas faire illusion. Un seul quotidien a évoqué les graves menaces de mort reçues au m.r.a.p. une semaine après les attentats. Pour l'information, comme pour le reste, l'antiracisme est un combat.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

l'apartheid et la france

« La France n'a jamais eu de politique africaine cohérente [...] Ses trois embargos successifs sur les livraisons d'armes en Afrique du Sud ont été un summum d'hypocrisie ». Voilà ce que l'on pouvait lire dans un journal progouvernemental d'Accra, la capitale du Ghana, au moment où le ministre Louis de Guiringaud y achevait une visite officielle qui était une des étapes de son périple africain de l'été. On se rend compte à quel point la politique sans principe de soutien à l'apartheid, en dépit des dénégations répétées, nuit à l'image de la France et à ses intérêts, en même temps qu'elle renforce la tyrannie barbare des nazis de l'apartheid.

Au même moment, des informations émanant des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Union Soviétique faisaient état d'un danger imminent de voir l'Afrique du Sud construire la bombe atomique, ce à quoi le ministre répondait vertueusement que si l'information était exacte, il ne pourrait « que condamner une telle initiative ». L'agence Tass, largement reprise par la presse africaine précisait alors sa pensée en mettant directement en cause la collaboration nucléaire franco-sud-africaine. Ce à quoi M. de Guiringaud répliquait également : « Il s'agit de bobards diffamatoires ».

des bobards diffamatoires ?

La collaboration nucléaire entre la France et l'Afrique du Sud ne date pas d'aujourd'hui, même si elle a pris dans la dernière période des proportions particulièrement importantes. Bien sûr, la France n'est pas seule en cause, la R.F.A., les U.S.A., Israël, notamment ont efficacement contribué à doter l'Afrique du Sud d'une industrie nucléaire de pointe et d'une technologie avancée. M. de Guiringaud n'apprend rien non plus lorsqu'il suggère que la France n'a pas livré une « usine à bombes atomiques » ! Ce que nul ne peut contester, cependant, c'est que l'aide occidentale a permis à l'Afrique du Sud de construire son industrie nucléaire, que la France y a contribué pour une part décisive notamment en formant depuis 1959 des atomistes sud-africains et que c'est à partir de ce développement que le pouvoir raciste est en mesure, aujourd'hui, de faire planer une menace atomique sur la région.

Au début de l'année, une mission française était l'invitée officielle du gouvernement sud-africain. Elle comprenait, entre autre, quatre généraux, un administrateur civil du ministère de la défense, le directeur-adjoint du commissariat à

l'énergie atomique, un conseiller d'Etat, des membres de l'Institut des Hautes Etudes de Défense d'Etat, des membres de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale. A une question écrite posée par M. Montdargent, député, le ministre répond : « Les participants ont effectué ce déplacement à titre purement personnel », déplacement qu'il qualifie ailleurs de « visite touristique » !

Quelques jours après que les ministres des Neuf soient tombés d'accord « pour passer des paroles aux actes » dans la lutte contre l'apartheid, on annonce la signature du plus important contrat de fourniture d'uranium jamais signé, un contrat à long terme portant sur 10 000 tonnes fournies à prix réduit par l'Afrique du Sud en échange de prêts sans intérêts destinés à accélérer la mise en marche de nouvelles mines, et donc apportant une aide précieuse à l'industrie nucléaire sud-africaine.

La France se trouve également à la pointe d'une politique qui consiste à condamner les bantoustans côté cour, et à y investir massivement côté jardin. La finalité de cette politique est de donner, à moyen terme, les possibilités d'une nouvelle campagne en faveur de la reconnaissance des bantoustans, présentés alors comme des « Etats » économique-

ment viables. C'est ainsi que l'A.F.A.S.P.A. (Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique) a révélé à la fin du mois de juillet que les « Grands Travaux de Marseille » avaient signé un contrat pour la construction d'un port au Transkei, c'est ainsi que Peugeot a déplacé son usine de cycles de Johannesburg dans la zone industrielle de Babelegi, dans le bantoustan du Bophutatswana.

Mais l'hypocrisie a toujours été le point fort d'une politique qui n'ose pas se dire car elle contrevient avec cynisme aux droits de l'Homme et à l'intérêt même de la France. Un expert des Nations Unies, M. Jean Gervasi, a récemment révélé que l'arsenal de l'Afrique du Sud, qui s'est constitué avec l'aide des pays occidentaux, dépassait de loin ce que l'on en savait jusque là. C'est ainsi qu'il faut plus que doubler le nombre des hélicoptères fournis par la France, par rapport aux chiffres que l'on avançait. Tout cela donne une image impressionnante de la force agressive de l'Afrique du Sud, ainsi que des responsabilités françaises.

Sans doute est-ce aussi la raison pour laquelle, M. Mwale, ministre des Affaires Etrangères de Zambie, a tenu à répondre à M. de Guiringaud qui l'assurait du respect futur de l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, que la même promesse avait été faite au Président Kaunda par M. Georges Pompidou... en 1970. Le ministre zambien rappelait en outre le rôle de la société Total dans l'approvisionnement en pétrole des racistes rhodésiens et cela en contrevention des sanctions votées par la France. Ce à quoi Louis de Guiringaud répondait en déclarant piteusement que Total ne fournissait que... 20 % du pétrole consommé sur le territoire !

contre le sport

Dans la petite chronique de la collaboration, avec l'Afrique du Sud il faut, une fois de plus, évoquer l'éternel Ferrasse, président de la Fédération Française de Rugby, qui a décidé d'accompagner cinq joueurs français à Prétoria pour l'inauguration du nouveau stade Loftus Versfeld. Ces cinq joueurs, Rives, Cholley, Paco, Averous et Mazas, faisaient partie, pour l'occasion, d'une équipe baptisée « Reste du monde », ce qui en dit long sur la psychologie qui présidait à la rencontre. Personne, en tout cas, ne tirera fierté d'avoir participé à l'inauguration d'un stade où un Blanc ne peut s'asseoir à côté d'un Noir, où un club ne peut sélectionner ses membres qu'en conformité avec les lois racistes en vigueur. Mais sans doute y a-t-il des sportifs qui ne cherchent pas que la gloire !

droit et liberté n° 361 septembre 1977

les amis de l'apartheid

Le maintien d'une politique de soutien à l'apartheid de la part du gouvernement français s'inscrit dans la perspective plus générale de sa politique africaine qui vise à freiner au maximum la volonté d'indépendance effective des peuples afin de maintenir et de faire prospérer les intérêts de quelques firmes bien implantées, notamment dans les pays qui ont pris la place des anciens territoires de l'empire colonial. Dans cette optique, et pour justifier cette politique, on utilise une double stratégie : on multiplie les protestations d'antiracisme, les condamnations verbales de l'apartheid pour se concilier les Etats de l'Afrique indépendante, mais dans le même temps, on tolère ou l'on suscite propagande et manœuvres visant à accréditer l'idée que l'Afrique du Sud est un pays comme les autres, ou que s'y joue le sort du « monde libre ».

Passons sur l'engouement permanent de la presse d'extrême-droite qui y trouve depuis peu un cheval de bataille de choix. Plus inquiétantes, les prises de positions répétées d'un journal comme *Le Figaro*, les émissions de télévision ou de radio qui donnent la parole à des témoins comme Chris Barnard, sans qu'à aucun moment les victimes d'une politique dont il fait l'apologie ne puissent lui répondre.

Il y a également, dans les milieux de la majorité, quelques personnalités qui se sont fait une réputation dans la défense et l'illustration de l'apartheid. M. Médécin, ministre du Tourisme et maire de

Louis de Guiringaud face à l'Afrique



Nice en est le plus connu. L'ex-O.A.S., Jacques Soustelle vient de se découvrir là une nouvelle croisade.

Invité du Département sud-africain de l'Information, ce paladin de l'Occident chrétien a, lui aussi, souligné le « manque de cohérence de la politique française en Afrique », mais pour regretter qu'elle soit si unilatéralement « anti-sud-africaine ». Il a notamment condamné le fait que « la France s'aligne sur les positions des Nations-Unies au sujet du Sud-Ouest Africain » (que tout le monde, à part les tenants de l'apartheid, appelle désormais « Namibie »). Après avoir ainsi pris fait et cause pour l'occupation illégale de ce territoire par les racistes, il a assuré ses hôtes qu'à son retour, il ferait en sorte que la France ait une politique « plus claire et plus efficace ». Tout cela en présence de M. Jean Michel, délégué de l'ambassade de France pour l'occasion.

Il est assez rare qu'un député français puisse se permettre de critiquer la politique de son pays lors d'un déplacement à l'étranger sans qu'il soit vertement remis en place par le gouvernement. Il faut croire que les critiques de M. Soustelle n'ont pas froissé outre mesure le ministre des Affaires Etrangères qui est resté coi, pas davantage le premier Ministre qui a reçu M. Soustelle à son retour.

De même que des appréciations aussi compréhensives à l'égard du régime le plus absolument raciste ne semblent pas provoquer de vigoureuses protestations de la part de la L.I.C.A. (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) au comité central de laquelle participe M. Soustelle. Il est vrai qu'alors, un vigoureux coup de balai s'imposerait, à commencer par M. Giniewski, collaborateur régulier du *Droit de Vivre*, organe de la L.I.C.A., dont les ouvrages sur l'Afrique du Sud sont distribués gratuitement par l'ambassade de ce pays, ou par Mme Thérèse Roméo, maire-adjoint de Nice, qui a jumelé sa ville avec Le Cap.

A Lagos où vient de se tenir une conférence internationale de l'O.N.U. contre l'apartheid, c'est l'intérêt national de la France, en même temps que l'amitié entre les peuples que défendait le m.r.a.p., par l'intermédiaire de son représentant, Jean-Pierre Garcia, secrétaire national, en demandant l'arrêt effectif de toute livraison d'armes à l'Afrique du Sud, la cessation de toute collaboration nucléaire et l'annulation du contrat conclu par Framateg, en condamnant des investissements qui ne font qu'aggraver l'exploitation du peuple sud-africain et dont les profits immoraux n'apportent rien à l'écrasante majorité des Français. Car il y a aussi, de plus en plus nombreux, en France, des antiracistes.

Racine MAIGA



N'en déplaise à Minute et à son indémodable racisme, la loi s'applique également à Strasbourg. Le patron du « Palais de la bière », M. Kaplan, a été condamné pour refus de service discriminatoire par un tribunal de la cité alsacienne. Fait nouveau, le m.r.a.p. et la Ligue des Droits de l'Homme qui s'étaient portés partie civile ont obtenu des dommages et intérêts qui serviront à renforcer encore la lutte contre les préjugés, les discriminations et pour l'amitié entre les hommes.

le dialogue est pourtant possible

« Ce ne devrait être un secret pour personne qu'Israël fournit une aide militaire au Sud-Liban ; Il est tout à fait inimaginable que l'installation des juifs sur leur territoire historique, (les territoires occupés, en l'occurrence) puisse être interdite dans une quelconque partie de la Terre Sainte » : ainsi s'exprime le premier Ministre ultra d'Israël, repris par son ministre des Affaires Etrangères, Moshé Dayan, qui prévoit une division « fonctionnelle » plutôt que « géographique » de la Cisjordanie. « L'objectif, dit-il, est d'aboutir à une coexistence qui supprimera la nécessité d'une division territoriale », ce qui semble difficile, à première vue, sans le concours et l'appui de la population arabe, à moins qu'on n'entende par « division fonctionnelle » ce qu'on nomme, en Afrique du Sud, séparation verticale, et pour le commun des mortels, « apartheid ».

On n'espère que tel n'est pas le vœu des autorités israéliennes, mais force est de constater qu'aux nombreuses concessions de la résistance palestinienne, qui offrent à toutes les parties en

cause une chance réelle de règlement négocié, le gouvernement d'Israël n'a répondu que par un tragique raidissement de sa position dont l'ultra-nationalisme hors d'âge compromet gravement la paix de la région et du monde, elle s'aliénerait ses derniers alliés et l'inévitable réveil serait d'autant plus dur que ce rêve aura semé de terribles rancoeurs.

pas de vacances pour les criminels racistes

Les mois se suivent et se ressemblent. L'impunité des criminels racistes encourage ceux que tente une violence odieuse mais sans grands risques.

Le 3 juillet, un jeune réfugié vietnamien, Jacques Cao Hôu Thien, rentre d'un bal. Il loge dans la grisaille d'un foyer à Noisy-le-Grand, dans la banlieue pari-

sienne, et y rentre pour dormir. Dans la même rue « patrouillent » les membres d'un club de motocyclistes, bardés d'insignes nazis. L'un d'entre eux renverse le jeune Vietnamien, qui possède d'ailleurs la nationalité française, puis tout le groupe le tue à coup de pieds, à coups de poing, à coups de chaînes.

En août, à Marseille, des Algériens fêtent le Ramadan dans un café. Cela déplaît à un groupe de racistes qui s'arment et entreprennent d'intimider les clients du café. Ils brisent la vitrine, rouent de coups de chaînes M. Fatha Bami, le propriétaire. Un des membres

grande-bretagne : déchainement de violence raciste

Cent dix blessés, deux cents arrestations, tel est le bilan des graves incidents raciaux qui ont eu lieu, le 13 août dernier, à Lewisham, dans la banlieue de Londres. Le parti fasciste « National Front » avait en effet décidé d'organiser, au cœur de ce quartier à forte population immigrée, une marche raciste pour protester contre « la criminalité croissante des Noirs ». En rang par quatre, ces énergumènes ont défilé en poussant leurs slogans haineux sous la protection de la police, présente pour défendre « la liberté d'expression » au nom de laquelle le gouvernement britannique avait autorisé cette honteuse provocation. Sans doute comptait-on également qu'au nom de la « liberté d'expression », ceux qui se faisaient ainsi insulter et menacer restent muets et consentants ! Il faut noter que l'Angleterre a adopté, sous le nom de « Race relation act », une loi très proche de la loi française contre le racisme, loi au terme de laquelle, une telle manifestation aurait dû être interdite.

Une première manifestation de protestation contre le défilé raciste avait eu lieu le matin sous la présidence du docteur Mervin Stockwood, évêque anglican de Southwark. Mais l'après-midi des milliers de jeunes gens révoltés contre la démonstration scandaleuse du National Front se dirigèrent sur les lieux du défilé où de violents affrontements firent des dizaines de blessés. A la fin de journée, seul le National Front pouvait se déclarer satisfait. Son secrétaire-général, Martin Webster, annonçant qu'il organiserait une nouvelle marche six semaines plus tard, se déclarait « soulagé et fier » que la marche ait pu s'achever « normalement ».

Ce Martin Webster est un ancien militant du « National-Socialist Movement », puis un membre fondateur, en 1964, du « Greater Britain Movement », qui se signale à l'époque en inondant le pays d'auto-collants portant la photographie de Hitler accompagnée du slogan « Hitler avait raison ». En 1965, il se fait une certaine publicité en attaquant au rasoir Jomo Kenyatta, président du Kenya.

Aidé par John Tindall, fondateur de nombreux groupuscules fascistes (National Labour Party, White Defense League, British National Party), il provoque la réunion de plusieurs autres groupes fascistes et néo-nazis (la League of Empire Loyalistes, de A.K. Chesterton, le British National Party) dans l'actuel National Front que les néo-nazis de son espèce contrôlent définitivement en 1974. Avec sa branche étudiante, la National Front Student's Association, de Dave Mac M. Calden, les forces de l'organisation augmentent considérablement.

Axant principalement sa politique sur l'exigence de l'arrêt immédiat de l'immigration et de l'expulsion des immigrés déjà installés, le National Front reprend en fait tous les thèmes classiques du fascisme : nationalisme intégral, retour à la terre, soutien à la Rhodésie et à l'Afrique du Sud, durcissement de la politique pénitentiaire, rétablissement de la peine de mort, lutte contre l'I.R.A. et « élimination du communisme » en Grande-Bretagne, dans les mass media, dans les usines et dans les écoles. Ses slogans sont simplistes mais efficaces dans la période actuelle de crise que traverse l'Angleterre : « Keep Britain White » (Gardez la Grande-Bretagne blanche).

Avec ses maisons d'édition, sa presse, les nombreuses organisations qui lui sont affiliées ou qu'il contrôle, ce parti raciste a réussi une notable percée dans un pays où le bipartisme institutionnalisé rend très difficile à des nouveaux venus de se placer. A une récente élection partielle, à Birmingham, le National Front a même devancé le petit Parti Libéral ; des chiffres inquiétants montrent la progression des idées racistes dans une population désorientée par une crise sans précédent. Le Front a obtenu jusqu'à 20 % des voix dans certains quartiers de Londres lors des dernières élections générales.

On souhaite à l'Angleterre et à l'Europe que les démocrates et les antiracistes résolus sachent barrer la route aux nostalgiques du Troisième Reich et prennent les mesures nécessaires pour empêcher le développement de la violence raciste organisée.



toujours l'antisémitisme

Clichés antisémites dans l'hebdomadaire « Lui »

Le S.S. Kappler s'est évadé d'Italie dans une valise ! Le fait serait ridicule s'il ne s'agissait d'un des plus grands criminels de notre époque. Cet homme symbolise, en effet, pour l'Italie, l'atrocité barbare nazie. Condamné à la prison à vie après la défaite des nazis, l'auteur du massacre des Fosses Ardéatines où plus de 300 juifs et patriotes trouvèrent la mort, vient donc d'échapper à la Justice.

Aujourd'hui, pourtant, repris en cela par la plus grande partie de la presse de son pays, le chef du parti démocrate-chrétien ouest-allemand, Helmut Kohl déclare : « Les Italiens, dont on comprend avec un grand respect les sentiments, sauront aussi comprendre ceux des Allemands. »

De quels sentiments s'agit-il ? Ceux des jeunes qui ne savent même pas qu'Hitler exista ? On a tout fait pour qu'ils n'en aient plus, à cet égard tout du moins ! Curieux sentiments, en effet, que ceux reflétés par la presse officielle qui s'est félicitée avec impudence du retour au bercail de l'enfant du pays.

Il est vrai que 140 réunions d'anciens SS se sont officiellement tenues en R.F.A. depuis le début de l'année, et que l'on a pu voir, un jour, la ville de Hambourg parsemée de papillons nazis tandis que le cimetière juif de la ville est profané. Mais le mal ne se situe pas exclusivement outre-Rhin, même s'il prend là bas des formes particulièrement scandaleuses. En France, les inscriptions antisémites, les profanations nazies se multiplient en même temps que les attentats.

A Marchiennes, dans le Nord, inscriptions nazies et menaces de mort contre le maire de la commune, Moïse Dufour, souillent les monuments publics à plusieurs reprises. Moïse Dufour est un ancien résistant. Arrêté dès 1941, il fut déporté sur Mathausen. Il est le seul survivant français du convoi qui l'emmena vers les camps de la mort.

Inscriptions antisémites également sur les murs de la synagogue de Strasbourg, qui viennent après plusieurs attentats de l'extrême-droite dans cette région.

Le 20 août les graffitis « Juifs hors de France », « Sales juifs », « La France aux Français » souillent la plaque en l'honneur de Louis Aragon et d'Elsa Triolet qui orne le centre culturel d'Orly. Le samedi 27, c'est le cimetière juif de Frauenberg, en Moselle qui est profané par de jeunes hystériques racistes appartenant à la « bonne société » de Sarreguemines, tandis que dans la même période, le « Groupe Peiper » se manifestait à nouveau en faisant sauter la statue du Maréchal Leclerc à Paris et en déposant une bombe à la gare Montparnasse.

du commando, particulièrement excité, et qui est venu avec une carabine met en joue un des clients qui s'est réfugié au fond de la salle. Il tire. Nashri Abdelmalek s'écroule, blessé à mort. Le même jour, une enquête sur les accidents du travail montre que le taux de victimes est quatre fois plus élevé parmi les immigrés maghrébins que parmi les Français. La vie d'un immigré ne vaut pas cher !

Il est vrai que les sévices dont certains commissariats sont coutumiers donnent une idée sinistre de la sécurité que les immigrés peuvent en attendre.

Le 25 juin, à Digne, un bal se termine par une empoignade. La police intervient énergiquement et s'acharne sur Ahmed Belkacem bientôt abandonné sans connaissance. Le lendemain la gendarmerie arrête six jeunes gens, dont cinq mineurs, tous d'origine arabe. Il sont alors copieusement tabassés : trois fractures du nez, un tympan abîmé et une inculpation pour coups et blessures volontaires à agents de la force publique. Un fait qui n'est malheureusement pas isolé dans cette région de la France.

salima adjali

On se souvient de Salima Adjali, la jeune Algérienne expulsée abusivement de la Guyane et de tout le territoire français, le 29 janvier 1977. La jeune fille s'était vu refuser, au préalable, l'autorisation d'épouser Alain Michel, militant syndicaliste guyanais. Il apparaissait clairement qu'il s'agissait d'une mesure moyennageuse de chantage contre les jeunes gens. Le Conseil d'Etat devait donc faire bénéficier la jeune fille d'un sursis à exécution, prononcé le 6 juillet. De retour en France, le 13 juillet, Salima Adjali se voit interdire l'entrée en Guyane, en fonction d'un arbitraire vraiment colonial qui contredit aux principes si souvent affirmés ainsi qu'à l'arrêt du Conseil d'Etat.

avez-vous réglé vos bons de soutien ?

en bref

■ La section lilloise de l'Union Nationale des Etudiants du Kamerun (U.N.E.K.) a été déclarée nulle le 9 août dernier, ayant refusé de se plier au statut préconisé par le décret-loi de 1939 ce qui revenait en fait à s'interdire toute possibilité d'action. Le m.r.a.p. a protesté publiquement contre cette mesure discriminatoire visant une organisation qui existe depuis 1948.

■ Presque chaque jour, un mort à Soweto et des centaines d'arrestations. Alors que les bulldozers de l'apartheid détruisaient les bidonvilles du Cap, jetant brutalement à la rue leurs habitants sans aucune autre solution qu'un exil dans des réserves sans emploi, M. Hector Ncolazi, le dirigeant du seul parti d'opposition du Transkei, la réserve « indépendante », était jeté en prison pour avoir émis des doutes sur l'opportunité de l'existence du Transkei.

■ Sylvia Gingold est juive, elle est la fille d'un militant anti-nazi de la première heure, elle est également membre du parti communiste allemand. Chassée de la fonction publique pour « opinions contraires à la Constitution », un tribunal avait cassé la décision. Nouveau rebondissement : sur un appel du gouvernement du Land de Hesse, elle a de nouveau été jugée dangereuse pour les institutions et ne pourra donc plus continuer à enseigner.

■ Dernière trouvaille pour « peupler » la Guyane : y envoyer 40 000 Laotiens qui avaient été utilisés dans les différentes armées coloniales et qui, pour cette raison, ont préféré quitter leur pays. Bien entendu, les Guyanais n'ont pas été consultés, puisque le BUMIDOM organise pendant le même temps leur émigration vers la France. Il s'agit une fois de plus d'exporter les séquelles d'un colonialisme vaincu, par des méthodes qui manifestent un esprit colonial bien vivace.

■ Le Comité pour la libération des 10 de Wilmington édite une carte postale à adresser à Jimmy Carter pour demander que Ben Chavis et ses compagnons retrouvent enfin la liberté. Cette carte est en vente au m.r.a.p. (1 F, plus frais de port).

Jaurès et la "question juive"

L'histoire dit que Jaurès fut, avec Emile Zola et Anatole France, le plus important des « intellectuels » qui menèrent la bataille de la justice pour le capitaine Dreyfus; mais la vérité oblige à observer que Jaurès ne prit cette position — avec quel éclat, quelle efficacité, quel sens politique ! — qu'au terme d'un cheminement de pensée, à l'égard de ce que l'on appelle la question juive, qui n'alla pas sans freinages ni contradictions.

On sait que les guesdistes et les blanquistes voyaient, dans le capitaine Dreyfus, non seulement un bourgeois et un cocardier, mais un « traîneur de sabre », et sa qualité de juif ne constituait, à leurs yeux, qu'une circonstance aggravante, la finance juive leur apparaissant comme une sorte de section particulièrement nocive du capitalisme. Bref, « l'affaire » se ramenait à un règlement de comptes dans le camp ennemi, qui ne concernait pas la classe ouvrière.

Jaurès, pour sa part, leader d'un autre courant du mouvement socialiste alors divisé, n'était pas loin de penser comme eux, et même, au début, il accepta l'idée de la culpabilité de Dreyfus.

L'arrestation de ce dernier étant de 1894, ce n'est qu'en août 1898 que Jaurès, convaincu de l'importance de l'injustice dont était victime ce capitaine d'état-major, se jeta pleinement dans la bataille avec tout le poids de son autorité et, comme l'écrit Harvey Goldenberg (1), « fit de la lutte contre l'antisémitisme un des symboles centraux du socialisme ».

En 1898, il a trente-neuf ans, il publie dans le journal socialiste « La Petite République » une série d'articles qui firent sensation et constituent un tournant dans l'histoire de l'Affaire; dès le premier article, il répond magistralement à la réserve étroite des guesdistes :

« Je pourrais répondre que si Dreyfus a été illégalement condamné, si, en effet, comme je le démontrerai bientôt, il est innocent, il n'est plus un officier, ni un bourgeois, il est dépouillé, par l'excès même du malheur, de tout caractère de classe; il n'est plus que l'humanité elle-même, au plus haut degré de misère et de désespoir qui se puisse imaginer ».

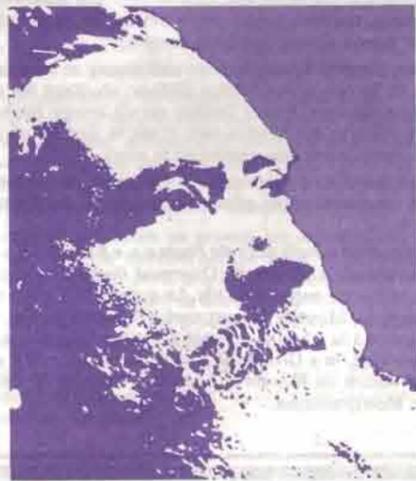
N'est-ce pas là un des principes mêmes qui justifient l'existence et l'action d'une organisation comme le m.r.a.p. ?

Et, pour y voir clair, dans chaque cas, il faut savoir démasquer bien des falsifications et des impostures. Or, en cette fin du XIX^e siècle, un des maîtres du racisme en France, Edouard Drumont, polémiste de talent, avait lancé les deux volumes de « La France juive », qui n'en-

traîna pas seulement la faveur des gens de droite, mais de certains secteurs de la gauche, par un anticapitalisme superficiel, habilement cultivé par les équivoques d'une documentation et d'une démonstration ignorant la notion de classe et par conséquent identifiant les juifs globalement et le capitalisme : « Drumont, spécialement dans la décennie qui précéda l'Affaire Dreyfus, semblait avoir établi une relation de sympathie avec le mouvement de la gauche », remarque Harvey Goldenberg.

Certes, Jaurès ne se laissa pas prendre à ce piège, dans lequel tombaient certains de ses amis, et il réagit même assez nettement contre une campagne dangereuse, alors en plein déploiement, mais marquée par l'engagement de toute l'ultra-réaction, le marquis de Morès, Max Régis, etc. Par exemple, en 1889, dans « La Dépêche de Toulouse », il écrit : « Je hais les querelles raciales, et j'adhère à l'idée de la Révolution française, quelque démodée qu'elle paraisse aujourd'hui, selon laquelle, à l'origine, il n'y a qu'une race, qui est l'humanité ».

Il risqua même à Drumont, qui témoignait de « l'admiration pour le socialiste du Tarn », que tous les capitalistes étaient, comme les



financiers juifs, les profiteurs des travailleurs qu'ils exploitaient conjointement, y compris la masse des juifs pauvres ou appartenant aux couches moyennes de la population, et que la position de Drumont était insoutenable : « Et que répondrait Drumont, qui accuse le socialisme d'être une ruse des juifs, si nous répliquions que l'antisémitisme est une ruse des capitalistes ? »

Argument péremptoire s'il en est : Drumont ne pouvait répondre, ni ses semblables, jusqu'à nos jours, se démasquant pour ce qu'ils sont : les instruments outranciers d'une classique opération de diversion au service de la fraction la plus ultra des classes dirigeantes dans les périodes de crise. La menace ne s'appela pas, à l'époque, le fascisme, le nazisme, mais Drumont et les siens en étaient les ancêtres, les précurseurs.

La démarche de Jaurès, fut, en somme, de « passer du comportement des juifs aux desseins de leurs ennemis » — logique correcte, terrain ferme.

Le jeune anarchiste juif Bernard Lazare, qui fut le premier à s'engager, avec Mathieu Dreyfus, frère du condamné, dans le combat pour l'innocent, avait publié en novembre 1896 sa brochure : « Une erreur judiciaire — La vérité sur l'affaire Dreyfus »; il l'avait envoyée à de nombreux parlementaires, à des journalistes, des écrivains. Il demanda à voir Jaurès, « qui le reçut cordialement, l'écouta jusqu'au bout, mais resta fermement sur ses positions ». (Harvey Goldenberg).

En novembre 1897, ce fut la mise en cause du véritable traître, Esterhazy; puis, le 12 janvier 1898, le jugement à huis-clos qui le déclara non coupable; le 13, l'arrestation du courageux colonel Picquart; le même jour, Emile Zola lançait son « j'accuse » à 777 000 exemplaires. Peu après, une pétition signée de 3 000 personnalités réclamait la révision de la condamnation parmi elles : Anatole France, le peintre Claude Monet, Marcel Proust, Elisée Reclus, Emile Bourgeois et aussi un homme, qui était alors comme la conscience des intellectuels socialistes et sympathisants, Lucien Herr, savant socialiste et bibliothécaire de l'École Normale Supérieure, que Jaurès, ancien élève de l'école de la rue d'Ulm, connaissait bien et respectait particulièrement et qui, selon Harvey Goldenberg, « facilita sans aucun doute la prise de position de Jaurès ».

La suite est connue. Pendant des années encore, les « dreyfusards » allaient devoir lutter jusqu'à la victoire finale de la vérité et de la justice, mais littéralement conduits par Jaurès, son éloquence entraînant, son intelligence généreuse, qui engagea toutes les forces du socialisme, en ces premières années du XX^e siècle, dans une bataille de principe qui conférait clairement, historiquement, au socialisme, une de ses composantes essentielles : l'antiracisme.

Roger MARIA

(1) In « Jaurès et la « question » juive » paru dans le numéro 53 du Bulletin de la Société d'Etudes Jaurésiennes, 131, rue de l'Abbé Groult, 75015 Paris. L'article présent s'inspire du très intéressant travail d'Harvey Goldenberg. La Société d'Etudes Jaurésiennes, dont le président est le professeur Ernest Labrousse et le secrétaire Jean Rabaut, publie régulièrement dans son bulletin des informations et des études très documentées sur le grand dirigeant socialiste.

l'enquête piétine

Les plus hauts responsables du maintien de l'ordre peuvent se glorifier de prestigieux exploits dans leur tâche ingrate mais salutaire : tel banquier sauvé in extremis d'une détention atroce, telle station de métro constamment cernée, de préférence aux heures de pointe, pour éviter aux citoyens français le contact inquiétant d'immigrés en défaut de carte de séjour, telle entreprise aux mains des « rouges », où des chiens viennent effica-

cement souligner que force doit rester à la loi de la propriété ! On se sent protégé.

Bien sûr, tout le monde n'est pas Sherlock Holmes, et il se trouve, même dans la police française, des Watson. Certaines fripouilles et autre Spaggiari savent trouver le médecin complaisant qui adoucira les rigueurs de la prison, s'en évadent sans trop de difficulté, n'y retournent pas de sitôt; certaines victimes et autre Ben Barka semblent porter le mauvais œil,

gênant ainsi considérablement ceux qui ont la charge de faire la lumière sur leur cas. A moins que l'on fasse craindre à nos cerbères, trop habitués à l'ombre propice des filatures nocturnes, le violent éblouissement de la vérité ! Alors, lacconique, la presse constatera : « L'enquête piétine ».

L'enquête concernant les attentats contre le m.r.a.p. semble faire partie de ces malheureuses affaires. L'accumula-





LES GARS, IL Y A ENCORE EU UN ATTENTAT CONTRE LE M.R.A.P... C'EST LE HUITIÈME EN UN AN... NOUS NE POUVONS PLUS ATTENDRE... NOUS DEVONS ARRÊTER LES COUPABLES!...

QUI, EN TOUS CAS, IL FAUT LES RECHERCHER!



ÇA NE VA PAS ÊTRE FACILE!... AUTANT CHERCHER UNE AIGUILLE DANS UNE BOTTE DE FOIN!

...D'AUTANT PLUS QU'ON N'A AUCUNE IDÉE DE QUI ÇA PEUT ÊTRE

ÇA C'EST VRAI! PAS LA MOINDRE



...EN OUTRE, RIEN NE PROUVE QUE LES ATTENTATS SOIENT LIÉS ENTRE EUX... ÇA COMPLIQUE ENCORE LE PROBLÈME!

RIEN NE PROUVE NON PLUS QUE C'EST BIEN LE M.R.A.P QUI ÉTAIT VISÉ



D'AILLEURS, "ATTENTATS" C'EST VITE DIT... ÇA PEUT AUSSI BIEN ÊTRE UNE FÂCHEUSE SÉRIE D'ACCIDENTS!

C'EST VRAI ÇA... « AUSSI BIEN »

Chantal MONTÉLIER

tion des indices, la multiplication des délits et des crimes commis par des malfaiteurs qui mettent tout leur cœur à ce que l'on sache d'où ils viennent, où ils sont, quel jour ils vont agir, qui entretiennent une correspondance, sinon amène, du moins fournie avec leurs victimes, ne semble aboutir qu'au désert désespérant de l'impunité.

Pourtant, depuis un an qu'elle piétine, l'enquête, elle a eu le temps de faire une sacrée concurrence aux promeneuses qui hantent les trottoirs de la rue Saint-Denis. A ce stade, une enquête ne piétine plus, elle barbote, elle boit la tasse, elle se noie. D'aucuns soutiennent même que les maîtres-nageurs ne se battraient pas pour lui envoyer une bouée. Allez savoir pourquoi ?

Le 22 août 1976, les locaux du m.r.a.p. sont saccagés pour la première fois par le groupe « Joachim Peiper », du nom du criminel de guerre nazi disparu un mois plus tôt dans l'incendie de sa villa. Le m.r.a.p. porte plainte : l'enquête commence à piétiner sur les chapeaux de roue.

Le 18 septembre débute une correspondance peu châtiée en provenance de nazillons plus au courant de slogans germaniques que des règles de la syntaxe et de la civilité : l'enquête trépigne.

Le 22 octobre, croix gammées et inscriptions « peiperistes » souillent l'escalier du m.r.a.p. : piétinements homériques, l'Odyssée du sur-place.

Le 1er novembre, fâchés de s'être précédemment limités aux fresques murales, nos hitléricules incendient le siège du m.r.a.p., mettant en danger la vie des habitants de l'immeuble et provoquant de très graves dégâts : c'est la Toussaint, l'enquête est au point mort.

Courrier abondant, menaces de mort, toujours dans le style « les cauchemars de Joseph Prudhomme », agression le 13 novembre d'élèves et d'un professeur du lycée de Sartrouville, membres du m.r.a.p., par un commando d'extrême-droite : l'enquête piétine à un train d'enfer.

En voyage dans l'Est de la France, la « bande à Peiper » envoie une petite carte postale, histoire de ne pas perdre la main, profite du déplacement pour commettre là-bas quelques méfaits, expédie un cercueil miniature à un dirigeant du m.r.a.p. par colis postal, on est le 26 novembre : l'enquête, trop occupée à piétiner ne peut se permettre de faire du tourisme et de les suivre dans leur périple.

L'an de grâce 1977 commence; accalmie durant les fêtes : l'enquête prend un peu de repos prévoyant un piétinement de longue haleine.

Le 17 février, premier attentat à la bombe contre un dirigeant du m.r.a.p., Charles Palant, vice-président du Mouvement : l'enquête piétine toujours, mais



Nostalgie, nostalgie !

cette fois, le piétinement coupable devient négligence criminelle.

Nombreuses lettres personnelles de menace, puis attentat contre Roger Maria, membre du Bureau national, le 4 mars; tentative d'extorsion de fonds contre un autre dirigeant du Mouvement; attentats, le 25 mars, contre deux membres du conseil national, Jacques Silberzan et Ali Majid. L'épouse d'Ali Majid est blessée : ça piétine rageusement, insolemment, sans discontinuer, ça piaffe d'inefficacité militante, l'indigence des moyens mis à la disposition de l'enquête donne le vertige, ça piétine frénétiquement autour de la démocratie qu'on attaque.

Le 14 juillet, une vieille habitude, chère aux Français et à tous les démocrates, fait se rappeler les jours où c'est la démocratie qui attaque. Ces jours là, c'est le passé qui piétine ! Il faudra pourtant attendre encore avant que l'enquête ne prenne la Bastille : une bombe éclate à nouveau, à l'aube, au siège du m.r.a.p., provoquant de très graves déprédations dans tout l'immeuble.

Le lendemain, forts d'une impunité qui les absout, les fascistes remettent ça au cabinet de trois avocats du m.r.a.p., MM. Roland Rappaport, René Blum et Bernard Andreu. Une charge reliée à un obus de 90 explose. Heureusement elle ne réussit pas à faire éclater l'obus : il aurait pu faire sauter tout le bâtiment.

Fin juillet, nouvelle correspondance des fascistes. Ils préviennent qu'ils ont suivi deux militants à la fin de la manifestation de soutien au m.r.a.p. (dont ils donnent un compte-rendu précis), et qu'ils assassineront un militant durant le mois d'août. Sans doute l'enquête piétinait-elle aussi, rue Saint-Denis; alors, trois mille personnes étaient venues montrer que la solidarité, en ce qui la concerne, va de l'avant, signifiant à nos agresseurs présents que s'ils peuvent compter sur l'indulgence complice des pouvoirs publics, ils se heurteront chaque jour davantage à la force tranquille du peuple qu'on n'intimide pas.



Théo SAINT-JEAN

avec de jeunes portugaises

Nous ne pourrions pas, cette fois-ci, laisser à ce récit son caractère de dialogue, au moins d'une manière continue. Les événements relatés dans l'article précédent (droit et liberté n° 360, p. 26) et dans celui-ci s'échelonnent sur plus d'une année. Quelques jeunes élèves portugaises découvrent le racisme.

Pierre est resté en contact avec les filles. Il leur a fait connaître le journal *Djin* (illustré de « masse ») à l'occasion d'un numéro dans lequel se trouvait un article sur le Portugal.

Mais Izaura a trouvé dans le journal l'idée de faire un club « entre Portugaises ».

— Pierre : *C'est bon, ça ! Et qu'aimez-vous faire dans ce club ?*

— Angela et Ermelinde : *On pourrait s'amuser... parler de nos problèmes, aider les autres, par exemple les vieillards. Et puis, il faudrait qu'on rencontre d'autres clubs pour savoir ce qu'ils font...*

Pierre explique que, justement, il y aura bientôt une grande fête des clubs de tout le département.

— Izaura : *Il faudrait aussi quelqu'un de grand pour nous aider.*

Pierre donne l'adresse d'Izaura, une militante J.O.C.F. responsable des immigrés. Au lieu de distribuer *Djin* aux filles, il leur propose de téléphoner à la responsable, ce qu'elles font. Elles découvrent aussi *Atout-Djin*, bulletin réservé à « celles qui en veulent » et qui donne des idées pour agir : sketches, jeux, etc. C'est le journal des clubs *Djin*.

Pendant des semaines, les filles continuent à se réunir et à voir Pierre. Elles ont toujours des « embêtements » parce que les attitudes racistes, autour d'elles, n'ont pas cessé.

Entre-temps a lieu la rencontre d'une équipe de filles de 17 ans, lycéennes, du monde ouvrier. Elles sont sidérées d'appréhender, par Pierre, les préoccupations et les activités des plus jeunes.

Avec leur aide, on prépare activement la grande fête des clubs, le « Copain-Boum ». Les filles apprennent une chanson, rédigent un manifeste : « *C'est notre testament* » disent-elles, inventent un jeu. (Voir le manifeste en « encadré ». Il est présenté comme un parchemin, « avec les bords brûlés parce que ça fait joli »).

Catastrophe ! Les parents, toujours craintifs, ont dit **non**. Les filles n'iront pas au « Copain-Boum ». Mais elles continuent à se rencontrer, du moins jusqu'aux grandes vacances.

A la rentrée, nouvelles difficultés, cette fois, c'est avec la maîtresse. « *Elle est raciste, elle aussi* », disent les filles. Et là encore, crainte des parents. Le père d'Izaura n'accepte pas que sa fille soit déléguée de classe. Pas d'histoires !

Par contre, le club reprend peu à peu, on y discute de la classe, du rôle des déléguées, de l'avenir professionnel, du choix d'un C.E.T. Cette fois-ci il semble que l'affaire est bien engagée.

3. Ces filles ont un immense besoin de **dire**, de **s'exprimer** en toute liberté. C'est déjà une caractéristique de gens du Sud, à plus forte raison quand ils sont marginaux. Elles le font déjà entre elles spontanément. Dans le club, elles ont plus de temps pour le faire. **Le dire devant quelqu'un qui écoute est important** : elles se sentent « reconnuées » ; elles sont ainsi davantage capables d'accueillir une interpellation et de s'ouvrir aux autres.

4. **L'action**, d'abord spontanée (l'inscription sur la route et sur les poteaux, par exemple) a pris une place plus importante du fait qu'elle a été mise en valeur. Elle a deux dimensions : d'une part, comme réponse collective au racisme, à la place à tenir dans la classe; d'autre part comme ouverture à d'autres qui font un cheminement analogue.

Cependant l'action **dans la classe** paraît plus difficile à vivre par des immigrées (cela doit nous donner à réfléchir).

Personnellement, dit encore Pierre, je ne me suis pas contenté d'accueillir leur souffrance. Je les ai fait parler sur ce qu'elles faisaient déjà avec les autres pour lutter contre les injustices. C'est ainsi qu'elles avanceront ! Sinon, on risque d'en faire des filles aigries, révoltées, sans espérance.

Bref : elles ont dépassé la résignation; elles ont découvert que la valeur d'une personne réside dans ce qu'elle est et non dans ce qu'elle a; elles ont résisté devant la tentation de se venger.

En nous révélant leur souffrance, elles nous renvoient notre propre visage, à nous Français. Leur donner la chance de s'exprimer, c'est nous donner, à nous, la chance de nous reconnaître tels que nous sommes... et d'avancer à notre tour.

Jean PIHAN

A l'occasion du Congrès du m.r.a.p., les comités de la région parisienne et le C.L.E.P.R. proposent aux élèves des classes de C.M.1, C.M.2, 5° et 6° de réaliser des œuvres collectives sur le thème : « Enfants d'ici, enfants d'ailleurs. »

Un jury choisira les œuvres les plus intéressantes qui seront exposées pendant le Congrès et dont les auteurs recevront des récompenses.

c.l.e.p.r.

« Education à la Fraternité » est la rubrique mensuelle du Centre de liaison des éducateurs contre les préjugés raciaux (C.L.E.P.R.).

Le C.L.E.P.R. développe ses activités : en organisant des rencontres et des débats entre éducateurs, en favorisant l'échange d'expériences entre enseignants, en leur fournissant de la documentation.

Président d'honneur : Marc-André Bloch. Présidence : Yves Boulongne, Jean Pihan, Olga Wormser-Migot.

Montant de la cotisation :

Membre actif : 10 F.

Membre donateur : 20 F. Membre bienfaiteur : à partir de 30 F.

Adresser les adhésions au C.L.E.P.R. - 120, rue Saint-Denis - 75002 Paris avec un chèque postal (3 volets) à l'ordre de Mlle Babouline, Institutrice - C.L.E.P.R. (C.C.P. 18 177 35, Paris).

ce que nous avons vécu

Depuis que nous sommes en France, dans notre classe et autour de nous, on ne nous a pas acceptées parce que nous sommes étrangères.

Nous ne pouvons rien faire parce que nous ne sommes pas dans notre pays.

Un jour, à la suite d'une dispute, un garçon français nous a dit : « C'est à vous de partir ! »

Parce que nous sommes étrangères on se moque de nous.

ce que nous avons fait

Parce qu'on voulait que ça change, nous avons écrit sur les murs, et les poteaux et sur la route :

« Ne soyez pas racistes, aimez les étrangers ».

Mais cela n'a rien changé. Ils sont toujours aussi méchants avec nous.

ce que nous voulons

Nous voulons qu'il n'y ait plus de racisme.

Nous voulons un monde de paix et d'amitié.

J'espère que maintenant que nous l'avons dit ce sera meilleur.

Izaura, Ermelinda, Angela, Ornella

quelques réflexions à partir de ce cheminement

Pierre a noté :

1. Le point de départ, c'est la vie de quelques filles, ce n'est pas une structure. Elles souffrent et réagissent ensemble.

La découverte qu'elles sont **dans un mouvement** se fait progressivement, avec tout ce qui fait leur vie, comme une ouverture de leur vie à d'autres, à travers leur action...

2. Ce qu'elles disent entre Portugaises, il semble qu'elles ne le diraient jamais — au moins à ce point — avec des filles françaises. Il faut être **dans** ce monde-là pour le sentir. On pourrait évidemment relativiser telle ou telle affirmation, voir l'autre côté des choses (les enfants n'aiment pas ceux qui se mettent à part, même si on les y a forcés). Mais enfin, ce que les filles ressentent, c'est leur vie. Il y a aussi, objectivement, tout ce qui les a marquées au Portugal d'abord et ici ensuite, au niveau familial, au niveau culturel et religieux. Là-bas et ici, c'est tellement différent.

piédssensibles

les chausseurs
du confort et de l'élégance
Choix unique en cheveau
en sports et en bottes

(1^{er}) 5, rue du Louvre (Métro Louvre)
(9^e) Gare Saint-Lazare - 81, rue Saint-Lazare (M^o St-Lazare-Trinité)
(6^e) Rive gauche - 85, rue de Sèvres (Métro Sèvres-Babylone)
(10^e) Gare de l'Est - 53, bd. de Strasbourg (Métro Château-d'Eau)
Magasins ouverts tous les lundis

M. IFKER

FOURNITURES DENTAIRES

770-86-92
523-11-41

24, RUE DES PETITES-ÉCURIES
75010 PARIS



mode enfantine

RAINETT

PARIS

une puissante riposte

Ils étaient venus plusieurs milliers, ce mercredi 20 juillet en fin de journée, devant le siège du m.r.a.p. Malgré les vacances. Malgré le bref délai de préparation. Des milliers pour crier leur indignation devant les nouveaux attentats nazis visant le Mouvement et trois de ses avocats, pour affirmer leur solidarité, leur exigence de justice.

L'appel à la manifestation avait été lancé l'avant-veille par le Collectif National pour la Défense des libertés qui réunit dix organisations : M.R.G., P.C.F., P.S., P.S.U., C.F.D.T., C.G.T., F.E.N., Jeune République, Libre Pensée, Ligue des Droits de l'Homme. D'autres s'y étaient jointes. Et la foule impressionnante qui occupait la rue Saint-Denis, applaudit vigoureusement son porte-parole, Henri Noguères, président de la Ligue des Droits de l'Homme, parlant du balcon du m.r.a.p. A ses côtés, parmi les nombreuses personnalités, Me Roland Rappaport, dont le cabinet avait été sac-cagé par l'explosion du 15 juillet, intervint également pour souligner la gravité de cette dernière attaque : ce sont les droits de la Défense, c'est la Justice elle-même que les fascistes ont voulu défer.

Charles Palant : "une responsabilité lourdement engagée"

Charles Palant, vice-président du m.r.a.p., remercia les organisateurs de ce rassemblement, ainsi que tous les participants. « Dans la ligne des bandits hitlériens qui s'étaient promis de rayer 1789 de l'histoire, des criminels se réclamant du S.S. Joachim Peiper, ont, dit-il, choisi l'aube du 14 juillet pour commettre leur 8ème agression contre le m.r.a.p. et, dans la nuit suivante, ils déposèrent une bombe dans le cabinet de trois avocats parisiens connus pour leur dévouement aux idéaux de liberté et de fraternité.

« Dans ces deux cas, l'intention de tuer, y compris des hommes, des femmes et des enfants du voisinage est évidente.

« Sur la même lancée, les nazis brisaient le lendemain une plaque commémorative de l'appel à la lutte rédigé en juillet 1940 par le prestigieux dirigeant de la Résistance que fut Jacques Duclos. »

« Ces attentats, indiqua encore Charles Palant, comme ceux qui se multiplient contre les organisations de déportés, de résistants, contre les organisations politiques et syndicales, ne peuvent être séparés des agressions sanglantes et parfois meurtrières comme celle qui vient de coûter la vie à un jeune Vietnamien dans la banlieue de Paris, après tant d'autres dont les victimes sont des travailleurs nord-africains.

« Ces crimes ont en commun qu'ils restent tous impunis.

« Qu'il s'agisse, de la part des pouvoirs publics, de carence suspecte ou d'incapacité à retrouver les coupables, la responsabilité de ceux qui ont en charge la sécurité des citoyens est lourdement engagée.

« Répondant à un parlementaire qui s'indignait de la multiplication des attentats fascistes, le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur déclare que le meilleur moyen d'y mettre fin est de

Le 20 juillet devant le m.r.a.p.



cesser les provocations, c'est à dire qu'il désigne les victimes comme responsables des crimes qu'elles subissent.»

« Ainsi, poursuivit-il, quand le ministre s'explique, les assassins se trouvent plus sécurisés que les victimes. Par contre, aucune voix autorisée, pas même celle du Premier Ministre, pas même celle du Maire de Paris ne s'est encore élevée pour condamner les criminels et dire leur soutien à l'action que nous menons contre le racisme, contre tous les racismes.

« Faut-il croire que le racisme est un dérivatif providentiel offert en ces temps de chômage et de crise à l'opinion publique pour la détourner des causes véritables des difficultés présentes ? »

En conclusion, il invita les manifestants, en un tel moment ou son action est si nécessaire, à apporter au m.r.a.p. leur soutien. Ce que firent nombre de participants, en versant à la collecte et en adhérant sur place au Mouvement.

les personnalités

Sur le balcon, dans les locaux du m.r.a.p. et dans la foule, nous avons noté la présence de nombreuses personnalités et délégations.

Parmi les organisations membres du Collectif pour les Libertés, le P.C.F. était représenté par Claude Poperen, Guy Poussy, André Lajoinie, les sénateurs Hélène Edeline, Roger Bodon et Fernand Lefort, les députés Louis Odru et Jacqueline Chonavel, Marcel Trigon, maire d'Arcueil, Jean Gager, conseiller de Paris; le P.S. par Jean Le Garrec, Georges Mingotiaux, et deux conseillers de Paris : Michel Charzat et Daniel Vaillant; la C.G.T. par Marcel Caille, René Buhl, Janine Lambert, Alain Obadia, Jean-Claude Gay, André Joly; la C.F.D.T. par Jeanne Loat, Michel Lenoir, Jean-Pierre Bobichon, Jean-Pierre Juif; la Jeune République par Me Roland Souchet.

Etaient également présents (entre autres) : Mathilde Gabriel-Péri, présidente de l'Association des Familles de Fusillés de la Résistance, Marcel Paul, ancien ministre, président de la F.N.D.I.R.P., Monique Guemann, du Syndicat de la Magistrature, Me Armand Dimet, du Syndicat des Avocats de France, Charles Fournier-Bocquet et Robert Vollet, de l'A.N.A.C.R., Isi Blum, secrétaire général de l'Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants Juifs, Michel Monikowski, directeur de la « Presse Nouvelle Hebdomadaire », J. Jacoby, rédacteur en chef de la « Naïve Presse », M. Entine, de l'Amicale des Anciens de la Centrale d'Eysses; Michel Langignon, du Mouvement de la Paix, etc...

un vaste courant de solidarité

Impossible d'énumérer ici les innombrables témoignages de sympathie reçus par le m.r.a.p. dans les jours qui ont suivi l'attentat : délégations de municipalités et d'organisations, télégrammes, lettres individuelles ou collectives, résolutions, appels, messages, émanant d'amis connus ou inconnus, de personnalités comme de simples gens indignés, préoccupés, désireux d'agir.

Pour ce qui est des organisations, il suffit d'en citer quelques-unes pour montrer leur diversité : Grand Orient de France, Fédération Autonome des Syndicats de Police, U.N.E.F., Fédération des Résidences Universitaires de France, Amis de Témoignage Chrétien, Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide, Fédération des Officiers et Sous-Officiers de Réserve Républicains, Confédération Syndicale des Familles, Confédération Syndicale du Cadre de Vie, L.I.C.A., Secours Populaire Français, Association pour l'Alphabétisation et l'Enseignement du Français aux Travailleurs Immigrés, Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique, Fédération des Travailleurs d'Afrique Noire Immigrés, U.N.E.K., Collectif des Organisations de Travailleurs et d'Etudiants Immigrés, Amicales des déportés d'Auschwitz, de Buna-Monovitz, etc...

De même, en ce qui concerne les personnalités : pasteur Roger Parmentier, abbé Pierre Toulat (Justice et Paix), Henri Bulawko, Jacques Lazarus (Association des Juifs Originaires d'Afrique du Nord), Mes Odet Denys et Jean Veyssièrre, Georges Valbon, président du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, etc...

de nombreuses municipalités

Quant aux municipalités, leurs télégrammes, délibérations et lettres, venant de tous les horizons géographiques et politiques, forment un imposant dossier. Toutes expriment leur protestation contre les attentats et leur sympathie au m.r.a.p.; certaines annoncent le versement d'une subvention exceptionnelle pour aider le Mouvement à réparer les dégâts subis.

Nous les citons ci-après, en indiquant le cas échéant la somme allouée : Agen (200 F), Anglet, Bagnaux (500 F), Bagnolet (1 000 F), Béziers, Blanc-Mesnil (160 F), Bolène (500 F), Château-Arnoux (300 F), Châtillon-sous-Bagneux, Clermont-Ferrand, Colombes (150 F), Drancy (200 F), Epinay-sous-Sénart, Eragny-sur-Oise (100 F), Eyguières (50 F), Fontaine (100 F), Gennevilliers, Grand-Couronne (100 F), Grigny (100 F), Henin-Beaumont, Herouville-Saint-Clair, Hirson, Houilles (500 F), Joinville-le-Pont, La Courneuve (1.500 F), Lille (200 F), Malakoff (150 F), Mantes-la-Jolie, Metz, Miramas (500 F), Montluçon, Montrouge (370 F), Nantes, Neuilly-Plaisance, Pantin, Pierrefitte, Plaisir, Poitiers, Puteaux (500 F), Rezé (1 000 F), Saint-Etienne-du-Rouvray (100 F), Saint-Jean-d'Aulps, Sorgues (200 F), Stains (200 F), Suresnes, Tulle, Valence (500 F), Valenton, Villeneuve-Saint-Georges, Villeurbanne, Vitry-sur-Seine.

Ainsi, c'est des profondeurs du pays tout entier, à travers ses élus locaux, que l'opinion réagit. Souvent les lettres au m.r.a.p. s'accompagnent d'interventions auprès du gouvernement, pour lui demander de mettre fin à l'impunité des criminels nazis.

Il convient de souligner aussi l'ampleur des informations et des articles publiés par l'ensemble de la presse, quotidiens et périodiques, ce qui est un fait nouveau. (Voir pages 6 et 7).

Le m.r.a.p., dont les militants parisiens et

les comités locaux ont été sur la brèche pendant cette période, pour alerter, informer, multiplier les démarches de toutes sortes, a par ailleurs, organisé plusieurs délégations auprès des autorités.

délégations et démarches

Le 18 juillet, une délégation composée de Pierre Paraf, président du Mouvement, Charles Palant et l'abbé Jean Pihan, vice-présidents, Pierre Joxe, député, membre du Comité d'honneur, et Dominique Frélaud, député-maire de Colombes, était reçue au ministère de l'Intérieur, par M. Claude Guéant, conseiller technique du ministre. Elle insistait sur la nécessité d'une prise de position officielle et de mesures efficaces contre des crimes néo-nazis.

Le 21 juillet, une autre délégation était reçue successivement par M. Bolufer, chef-adjoint du Cabinet du Maire de Paris, et par M. Jean Cler, conseiller technique du Préfet de Police. Y ont pris part : Lucky Thiphaine, Bertrand Bary, Me Manfred Imerglik, membres du Bureau National, Me Armand Dimet et Marie-Louise Kahn, membres du Conseil National. Elle a demandé des mesures de protection pour le m.r.a.p. et ses dirigeants, ainsi que, tout particulièrement, pour les habitants de l'immeuble du 120, rue Saint-Denis; elle a également souligné l'importance d'indemnités pour les sinistrés de cet immeuble et ceux de la rue de l'Épée-de-Bois où a eu lieu l'attentat contre les avocats.

Une pétition a été signée par les habitants de l'immeuble du m.r.a.p., réunis le 27 juillet pour demander que soit assurée leur sécurité, et elle a été adressée au Maire de Paris.



Le 6 juillet : Me Imerglik, le Bâtonnier B. Lasserre et Mme J. Costa-Lascaux.

cinq ans d'application de la loi contre le racisme

Pour marquer le 5ème anniversaire de la loi contre le racisme, du 1er juillet 1972, dont il fut l'initiateur, le m.r.a.p. a organisé, outre une conférence de presse (relatée dans le dernier numéro de **droit et liberté**), un colloque avec le concours de diverses organisations juridiques : Syndicat des Avocats de France, Union des Jeunes Avocats, Syndicat de la Magistrature, Union Syndicale des Magistrats de France, Mouvement International des Juristes Catholiques (section française), Association Française des Juristes

Démocrates, Association pour le Développement du Droit Mondial, Association Internationale des Juristes Démocrates, Droit et Démocratie, Mouvement d'Action Judiciaire.

Cette rencontre a eu lieu le 6 juillet, dans la salle des Criées, au Palais de Justice de Paris, sous la présidence du Bâtonnier Bernard Lasserre, assisté de Me Manfred Imerglik, président de la Commission Juridique du m.r.a.p.

L'assistance écouta avec un vif intérêt, l'exposé de Mme Jacqueline Costa-Lascoux, chargé de recherche au C.N.R.S., sur cinq ans d'application de la Loi du 1er juillet 1972.

Le débat qui suivit, dans lequel intervinrent notamment le Bâtonnier Pettiti, Mes de Félice et George Pau, plusieurs magistrats, Pierre Paraf, Albert Lévy, fit apparaître l'efficacité de la loi et le bilan positif de son application, en même temps que ses limites et des lacunes certaines dans sa mise en œuvre.

Nous aurons à y revenir de façon approfondie. Soulignons, en tout cas l'une des conclusions du colloque : la nécessité de mieux faire connaître la loi, tant des magistrats et des avocats que de ceux qui sont en droit d'y faire appel. D'où l'intérêt de sa publication en affiche par le m.r.a.p., affiche qui déjà, connaît un énorme succès (1).

(1) Affiches en trois couleurs, format 40 x 60 cm. L'exemplaire : 10 F; conditions spéciales pour les commandes en nombre.

carnet

anniversaire

■ Les 90 ans de Marc Chagall ont été célébrés dans la joie à Nice, par ses nombreux amis. Un brillant concert, une exposition ont eu lieu.

Rappelons que le grand peintre fut l'un des fondateurs du m.r.a.p., et qu'il prit la parole en tant que président d'honneur, à la première Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, où le Mouvement fut créé.

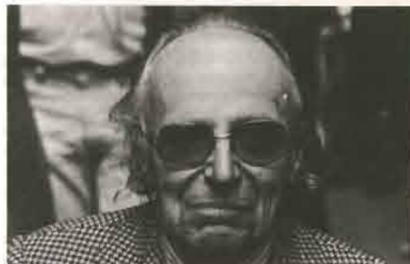
Nous lui exprimons nos vœux chaleureux, avec l'espoir que longtemps encore, il poursuivra son œuvre.

deuils

■ Le m.r.a.p. partage le deuil de tous les amis de **Pierre Cot**, décédé le 21 août, qui était, depuis sa fondation, membre du Comité d'Honneur de notre Mouvement.

Ministre du Front Populaire, dirigeant de l'Union Progressiste, et récemment encore député, sa vie d'homme d'Etat fut marquée à la fois par son dévouement aux idéaux républicains et à la paix, son ardent patriotisme, en même temps que par son fascinant talent d'orateur.

Son souci d'union des démocrates, son



Pierre Cot

esprit de justice l'avaient tout naturellement conduit à apporter son soutien prestigieux à notre lutte.

Nous exprimons à Mme Pierre Cot, à Jean-Pierre Cot et à leur famille notre profonde sympathie.

■ C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris la mort de notre ami **Adam** (Henri Braun), critique d'art et militant responsable de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (U.J.R.E.), dont nul n'oubliera le talent, la gentillesse et le combat. Que sa famille et son association trouvent ici l'expression de nos sincères condoléances.

■ Nous avons appris avec une très vive émotion la mort brutale du Dr **Robert Kotzki**, fils de nos amis Aline et Gaston Kotzki. Ils avaient eu la douleur, il y a quelques mois à peine, de perdre leur autre fils, M^o Jacques Kotzki. Devant cette terrible fatalité et la si lourde épreuve qui s'abat sur leur famille, nous voulons leur dire combien nous nous sentons proches d'eux.



RADIO TAXI

739 33 33

HARRY ONE

prêt à porter

50, boulevard Rochechouart
75018 PARIS

Toute votre vie, vous vous souviendrez du mariage de vos rêves...

PRONUPTIA
DE PARIS



Pour les mariés, le cortège et les invités, une prestigieuse collection **PRONUPTIA** et JACQUES HEIM

MAGASIN PRINCIPAL :
18, rue du Faubourg-Montmartre - 75009 PARIS
Tél: 770.23.79

A PARIS, dans la région parisienne et les principales villes de France et de l'étranger

Catalogue couleur 88 pages à retirer au magasin.

A LOUER

bureaux
de grand standing



promo bureau

66, Champs Elysées
75008 Paris
KLE. 35.32
KLE. 90.54

immobilière
balzac

66, Champs Elysées
75008 Paris
BAL. 12.14



les "Western Boots"
se trouvent en permanence
à

EUROPA STOCK

69 et 53, RUE MESLAY
75003 PARIS
☎ 272.96.21 / 887.30.49

DJEHA

Motre ami Djeha fait toujours
banc avec les rudi-tions de
travail très particulières d'un
immigré sans papiers!

par
SALAMA



ALLEZ, FINITE RE-
POS ET LA VICTOIRE... AU
TRAVAIL ET QUE ÇA CAR-
BURE... HUM...

... BON, MAIN-
TENANT QUE LE HORS-DIEU
RE EST CONSOMMÉ, PASSONS
AU PLAT DE RESISTANCE...
DU POULET...

AIE... JE FINIS
DU YOGA DEPUIS 10 ANS
MAIS C'EST LA PREMIÈRE FOIS
QUE JE FINIS UNE POSITION
AUTO-DIFFICILE!!

O MON DIEU, QUELLE
IMPRESSION, JE SENS
VRAIMENT QUE JE VAIS
M'ENVOYER...

**ON EST
PRÊTS...**
...PATRON!

UN... DEUX... UN...
DEUX... IL FAUT SE
DÉGOURDIR LES
MEMBRES...

EH LA, TOI LE NOUVEAU RE-
JOINS TES FRÈRES... AVEC TES
YEUX DE MERLAN FRIIT
TU DEVRAIS M'EN CONNAÎTRE EN
POULETS... OUI? C'EST CHOUETTE!!

... QUOI... EUH... OUI, JE SUIS LÀ...
EUH... POUR TRAVAILLER...
MAIS CES COUTEAUX... LE
COUTEAU... C'EST PAS... MON
MÉTIER... OUI... NON...

... EH BEH, MON FRÈRE
C'EST LE MOMENT OÙ JA-
MAIS D'EN FAIRE TON MÉTIER
D'AILLEURS DANS LA SI...

... TUATION OÙ TU ES
TU AS VRAIMENT
LE COU...
... TEAU SOUS
LA GORGE...
HUMM!

HAH, COMME C'EST BIEN VÉRITÉ
OBEI, MON PÈRE AVAIT RAISON
DE ME DIRE, OBEIS, SOUFFRE
DEVANT TON PAPA, APRÈS
TU TE FERAS OBEIR À TON
TOUR... HUM, LES TRADITIONS...



IL NE ME RESTE PLUS QU'UN OBSTACLE
À SURMONTER, À DOMINER, À
ÉCRASER: MON INFANTILISME
AVEC MA FEMME... HEUREUSE-
MENT QUE ÇA FAIT PARTIE
DE LA VIE PRIVÉE, SINON...

... **OOOH!!**
JE VOUS SIGNALAIS QUE LES COUTEAUX
SONT FAITS POUR LE TRAVAIL!!!

AVANCE MON FRÈRE, TU
N'AS PAS L'AIR DE VOULOIR
"AFFRONTIER" LES POULETS...
ON EN VOIT TELLEMENT...

MAIS JE M'ATTENDAIS À
TOUT SAUF À ÇA... C'EST
CHOQUANT... POUR VI-
VRE IL FAUT TUER...
C'EST LA LOGIQUE MO-
DERNE DU MONDE...

